



PNUE

**Programme des  
Nations Unies pour  
l'Environnement**

Distr.  
LIMITEE

UNEP(DEC)/CAR WG.29/INF.3  
29 septembre 2005

Original : ANGLAIS

Troisième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW) dans la région des Caraïbes

Caracas, Venezuela, du 4 au 8 octobre 2005

**REVISION DE L'ETAT DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU  
BUDGET DU PROGRAMME REGIONAL DE SPAW POUR LA PERIODE BIENNALE  
2004-2005**

Pour des raisons d'économie, les documents pour la Rencontre seront imprimés en nombre limité. Des délégués sont priés d'apporter leurs copies des documents de travail et d'informations et ceux mis en ligne sur le site Internet, afin de ne pas réclamer des copies additionnelles.



## Table de Matières

Acronymes .....	iii
Introduction.....	1
I. Coordination du programme .....	1
II. Renforcement du Réseau des parcs et des aires protégées dans la région des Caraïbes et promotion des lignes directrices de gestion des zones protégées. ....	6
III. Formation à la gestion des zones protégées et de la vie sauvage.....	10
IV. Conservation des espèces menacés et en danger de disparition et promotion des lignes directrices régionales de gestion de la vie sauvage.....	12
V. Conservation et utilisation durable des principaux écosystèmes dans la région des Caraïbes.....	14
Annexe I: Institutions partenaires de SPAW pendant la période biennale 2004-2005.....	21
Annexe II: Budget.....	23



## Acronymes

CaMPAM	Réseau des responsables de zones marines protégées
CANARI	Institut des ressources naturelles des Caraïbes
CAST	Alliance pour un tourisme durable
CBD	Convention sur la diversité biologique
CCA	Association de conservation des Caraïbes
CELB	Center for Environmental Leadership in Business
PEC	Programme pour l'Environnement des Caraïbes
CEPNET	Systèmes d'information pour la gestion des ressources marines et côtières
CI	Conservation International
CITES	Convention sur le commerce international des espèces sauvages de la faune et de la flore menacées d'extinction
CFRAMP	Programme de gestion des ressources des pêcheries des Caraïbes
COP	Conférence des Parties
CTF	Caribbean Trust Fund- Fonds d'affectation spéciale
CTO	Organisation du tourisme des Caraïbes
DoS/OIE (OESI)	Département d'Etat des USA, Initiative pour les Océans, l'environnement et les sciences
ENCORE	National Centre for Caribbean Coral Reef Research
GCFI	Institut des Pêches du Golfe du Mexique et des Caraïbes
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
GCRMN	Réseau de surveillance continue des récifs coralliens
ICRAN	Réseau international d'action en faveur des récifs coralliens
ICRI	Initiative internationale en faveur des récifs coralliens
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature

MOU	Mémorandum d'entente
MBRS	Mesoamerican Barrier Reef System
MPA	Zone marine protégée
NFWF	National Fish and Wildlife Foundation
NOAA	National Oceanic and Atmospheric Administration
OECS-ESDU	OECS-Unité de l'Environnement et du développement durable
SIDS-POA	Programme d'Action des petits États insulaires en développement
SMMA	Zone de gestion marine de la Soufrière
SPAW	Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées
CAR/SPAW	Centre d'activités régional de SPAW
STAC	Comité consultatif scientifique et technique
TNC	The Nature Conservancy
UNEP-GPA	Programme global d'Action pour la Protection du milieu marin des activités terrestres
USA	États-Unis d'Amérique
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
WCPA	Commission mondiale relative aux zones protégées
WIDECAST	Réseau pour la conservation des tortues marines
WRI	Institut pour les ressources mondiales
WSSD	Sommet mondial sur le développement durable

## État de mise en oeuvre du Plan de travail et du budget du Programme régional SPAW pour la période biennale 2004-2005

### Introduction

1. Le Plan de travail du Programme régional sur les zones et la vie sauvage spécialement protégées (SPAW), pour l'exercice biennal 2004-2005, a été approuvé par :
  - Onzième Réunion intergouvernementale du Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes et huitième Réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes (Montego Bay, Jamaïque, du 28 septembre au 2 octobre 2004), et
  - ✿• La Troisième Réunion des Parties contractantes au Protocole SPAW – COP 3 de SPAW (Montego Bay, Jamaïque, 27 septembre 2004)
2. Ce document reflète l'état actuel de la mise en oeuvre du Programme SPAW 2004-2005 et du Budget, en particulier, les mises à jour au projet révisé du plan de travail sur l'état présenté à la COP 3 de SPAW au document UNEP(DEC)/CAR WG.25/5.Rev 1. Un certain nombre d'éléments du plan de travail entrepris ont fait partie d'autres sous-programmes du Programme pour l'Environnement des Caraïbes (PEC), ou ont été entrepris avec d'autres organisations partenaires. Au moment de rédiger ce compte-rendu, la plupart des activités de la période biennale ont été terminées pendant que d'autres seront poursuivies sous le plan de travail 2006-2007.

### I. Coordination du programme

3. *Personnel du programme SPAW :*

Poste	Fonctions principales
<b>Secrétariat PEC-PNUE, Kingston, Jamaïque</b>	
Administrateur de programme de SPAW	Responsable de toute la coordination générale du programme SPAW
Directeur de projet du Réseau international d'action en faveur des récifs coralliens (ICRAN) (Seulement jusqu'au mois de février 2005)	Responsable des activités de l'ICRAN, il a aussi contribué à la mise en oeuvre des activités liées aux récifs coralliens de SPAW

Administrateur associé professionnel à SPAW, financé par le gouvernement suédois	Il prête son aide à la mise en oeuvre du plan de travail depuis le mois de février 2004.
Secrétaire bilingue (Anglais-Espagnol)	Apporte son aide à SPAW
<b>Coordinateur du projet MAR ICRAN (basé à Belize, au bureau de MBRS)</b>	
Le bureau du MAR se compose d'un Coordinateur. Un assistant de projet a aidé le coordinateur jusqu'au mois de juin 2005.	
<b>Centre d'activités régional de SPAW, Guadeloupe, mis en opération par le gouvernement français</b>	
Le CAR/SPAW est composé d'un Directeur, d'un Administrateur de Programme et d'un documentaliste à temps partiel. Il a aidé le secrétariat dans plusieurs activités, en particulier celles liées aux lignes directrices pour l'évaluation des aires protégées, le Plan d'action pour les mammifères marins, la révision et la traduction d'un certain nombre de documents et la collecte de fonds, conformément aux décisions du STAC et de la COP de SPAW. Les Réunions entre le secrétariat et l'équipe du CAR/SPAW ont aussi eu lieu pour coordonner des activités. L'information concernant les activités du CAR/SPAW se trouvent au document UNEP(DEC)/CAR IG.23/INF.4	

#### 4. *Promotion de SPAW*

Les mécanismes utilisés par le secrétariat pour diffuser l'information concernant le Protocole et le programme, outre les contacts quotidiens avec les gouvernements, sont les suivants :

- Le site Internet du PEC: [www.cep.unep.org](http://www.cep.unep.org)
- Les brochures (SPAW, PEC, etc.)
- Les listes électroniques (SPAW, CaMPAM, CEPNET, etc.)
- Les principales réunions qui ont été convoquées, celles auxquelles on a assisté ou celles où un apport significatif a été fourni en 2004 et 2005, liées au Programme SPAW et/ou à la collecte de fonds, ont été les suivantes :



<b>Réunion</b>	<b>Lieu</b>	<b>Date</b>
Conférence de l'initiative White Water to Blue Water	Miami, USA	22-26 mars 2004
Conférence des Parties COP 3 de SPAW	Montego Bay, Jamaïque	27 septembre 2004
La 57 <sup>ème</sup> Réunion annuelle du Gulf and Caribbean Fisheries Institute (GCFI)-Atelier sur les réseaux d'aires protégées marines des Caraïbes et les activités du forum.	St Petersburg, USA	10 novembre 2004
U.S. Coral Reef Task (sur CaMPAM, le secrétariat a été représenté par un membre de CaMPAM)	Miami, USA	2 décembre 2004
Atelier d'experts de NOAA sur le Programme des sanctuaires (sur CaMPAM, le secrétariat a été représenté par un membre de CaMPAM)	Fort Lauderdale, USA	2 février 2005
Réunion générale de l'Initiative internationale en faveur des récifs coralliens (ICRI) (le secrétariat a été représenté par l'administrateur du programme AMEP)	Seychelles	25-27 avril 2005
Première Réunion du Groupe de travail ad hoc à composition non limitée sur les zones protégées	Montecatini, Italie	13-17 juin 2005
La 7 <sup>ème</sup> Conférence annuelle des Caraïbes sur le développement du tourisme durable (présentation on SPAW)	Tobago	25 -29 avril 2005
Atelier sur le Programme de travail conjoint, mené sur les espèces envahissantes marines et côtières	Montréal, Canada	27-29 juin 2005
Atelier régional d'experts de SPAW pour la mise au point d'un Plan d'action pour les mammifères marins dans les Caraïbes	Bridgetown, Barbade	18-21 juillet 2005

- Coordination et/ou collaboration avec d'autres programmes mondiaux et régionaux pertinents à SPAW :

<i>Au sein du PNUE</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Plan d'action du ROLAC-PNUE</li> <li>b) Plan d'action du PNUE pour les mammifères marins</li> <li>c) Secrétariat de la Convention sur la Diversité biologique (Le travail du Programme de la CDB sur la diversité biologique marine et côtière et des zones protégées)</li> <li>d) Secrétariat à la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de la faune et de la flore menacées d'extinction (CITES)</li> <li>e) Secrétariat à la Convention Ramsar</li> <li>f) Secrétariat à la Convention de Bonn</li> <li>g) Centre d'activités régional des zones spécialement protégées dans la Méditerranée.</li> <li>h) PNUE-DTIE</li> </ul>
<i>Organisations internationales et régionales</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Gulf and Caribbean Fisheries Institute-GCFI</li> <li>b) Initiative internationale en faveur des récifs coralliens (ICRI)</li> <li>c) Programme d'Action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (SIDS-POA)</li> <li>d) National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) – Plan de coordination régional pour les réserves marines</li> <li>e) The Nature Conservancy (TNC)</li> <li>f) L'UICN et la Commission mondiale relative aux zones protégées (WCPA-Marine),</li> <li>g) Mesoamerican Barrier Reef System Project (MBRS)</li> <li>h) Commission de la Pêche Atlantique centrale de l'ouest (WECAFC)</li> <li>i) Unité de l'Environnement et du développement durable de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS-ESDU)</li> <li>j) Organisation du tourisme des Caraïbes (CTO)</li> <li>k) L'Association pour la conservation des Caraïbes (CCA)</li> <li>l) Réseau pour la conservation des tortues marines (WIDECASST)</li> <li>m) Commission centraméricaine pour l'environnement et le développement (CCAD)</li> <li>n) Fonds international pour la défense des animaux (IFAW)</li> <li>o) Island Resources Foundation (IRF)</li> </ul>

La liste complète des organisations nationales, régionales et internationales avec lesquelles le secrétariat a collaboré, et qui ont contribué à SPAW avec des contributions en effectif et/ou en nature, apparaît à l'Annexe 1.

5. *Les efforts de collecte de fond, avec les gouvernements et les partenaires, les actions suivantes et les négociations, sont :*

Nouvelles initiatives	État
a) Négociations avec le gouvernement du Venezuela pour accueillir la Troisième réunion du STAC, au mois de septembre 2005	Action terminée
b) Négociations avec le Fonds international pour la défense des animaux (IFAW), pour la tenue d'un atelier d'experts régional sur le Plan d'Action pour les Mammifères marins (PAMM). 40 000 \$US ont été reçus de la part de l'IFAW	Action terminée, l'atelier a déjà eu lieu
c) Négociations avec le gouvernement français pour parrainer, conjointement avec l'UCR/CAR-PNUE et le CAR/SPAW, un atelier sur le projet de lignes directrices d'inclusion des zones protégées dans la liste, dans le cadre du Protocole SPAW.	Action terminée, l'atelier a eu lieu à Gosier, en Guadeloupe, du 19 au 23 avril 2004 (voir Activité II ci-après)
d) Élaboration et présentation d'une proposition de projet à la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, pour un montant de 200 000 \$US, pour la protection des écosystèmes vulnérables de la région des Caraïbes insulaires, à travers le renforcement des capacités des responsables de MPA et des planificateurs.	Projet approuvé et initié à la moitié de l'année 2005
e) Une proposition a été élaborée et soumise à la Commission européenne pour un montant de EUR 800 000 (1 040 000 \$US) pour un partenariat stratégique et le renforcement de capacités au sein des communautés des zones côtières dans la région des Caraïbes, focalisé sur des ressources alternatives, sur les réseaux des sites de démonstration et des MPA, les opportunités de formation, les meilleures pratiques de gestion et le suivi des récifs coralliens.	Elle n'a pas été approuvée – elle sera révisée et à nouveau soumise au mois de novembre 2005
f) Une proposition intitulée "Action de gestion et renforcement de capacités pour des ressources alternatives à l'intérieur des zones côtières, ciblée sur la communauté des pêcheries dans la région des Caraïbes" a été soumise à SIDA	Le projet a été approuvé Des détails spécifiques sont en discussion avec les partenaires.
g) Nouvelle présentation de la proposition à la National Fish and Wildlife Foundation (NFWF) : "Renforcement des MPA dans la région des Caraïbes, par la mise en oeuvre de meilleures pratiques dans des sites cibles "	Le projet a été approuvé, il est en attente du déboursement de fonds.

h) Une proposition a été élaborée et soumise au gouvernement français par le biais du CAR/SPAW. L'appui est fourni pour le développement du PAMM, pour la mise en oeuvre de cours de formation locaux au sein du Programme TOT dans les pays choisis, et pour la compilation et la publication des meilleures pratiques dans la région.	Le projet de PAMM a été élaboré, les cours de formation TOT ont été mis en oeuvre ou sont en cours, et la compilation des meilleures pratiques est en cours.
<b>Initiatives en cours</b>	<b>État</b>
a) Présentation et approbation d'une proposition de projet soumise à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), pour un montant de 1,5 M \$US, en vue de financer les activités des récifs coralliens dans la sous région mésoaméricaine, dans le cadre de l'initiative ICRAN ; elle a été couplée avec succès par la Fondation des Nations Unies pour un montant total de trois millions de dollars.	Projet en cours (voir Activité V)
b) Les négociations entre le gouvernement suédois et l'UCR/CAR-PNUE ont abouti à l'appui au Programme du PEC 2004-2007. L'appui à SPAW (SEK 2,12 million ~ USD 300,000) est ciblé sur la gestion des pêches (par exemple, les activités de pêche durable, les sites de rassemblements de ponte de frai, les ressources alternatives).	En cours
d) Présentation d'une proposition de projet de 25 000 \$US auprès de NOAA, pour la formation au suivi socioéconomique des MPA.	Projet approuvé, la formation a eu lieu – le suivi est en cours dans 8 MPA

6. *Format de présentation des rapports nationaux* : Le secrétariat a continué à suivre, avec le Centre mondial de suivi de la Conservation (PNUE-WCMC), les résultats du projet pilote du PNUE sur l'harmonisation dans la présentation des rapports, dans le cadre des traités de biodiversité. Le STAC sera invité à revoir l'information à ce sujet, laquelle est présentée au document UNEP(DEC)/CAR WG.29/INF.9.

## **II. Renforcement du Réseau des parcs et des aires protégées dans la région des Caraïbes et promotion des lignes directrices de gestion des zones protégées.**

7. *Réseau des responsables de zones marines protégées (CaMPAM)*

Le secrétariat a continué son appui aux MPA et à promouvoir le Réseau des responsables de zones marines protégées (CaMPAM), ce qui a contribué à son expansion et à sa réactivation.

8. Comme résultat des efforts du secrétariat et des discussions soutenues ces cinq dernières années, au sein des réunions annuelles du Gulf and Caribbean Fisheries Institute (GCFI), un groupe de membres du Comité directeur du GCFI, représentant plusieurs institutions académiques et de conservation (The Nature Conservancy, Environmental Defense, the Coral Reef Resources Foundation, l'Université de Porto Rico, l'UICN/WCPA – marine et des Caraïbes, l'Association pour la conservation marine et des Caraïbes, etc.), s'est associé au PEC-PNUE, pour faire de CaMPAM un outil plus efficace pour le renforcement des capacités et le travail en réseau dans les MPA. (voir UNEP(DEC)CAR WG.29/INF.10 pour plus d'informations).
9. Le nouveau réseau forum de CaMPAM a été lancé lors de la conférence de l'initiative White Water to Blue Water (voir point I,4 ci-dessus). Le secrétariat espère que CaMPAM va jouer un rôle proéminent en tant qu'outil de communication et de diffusion des meilleures pratiques, à la lumière des engagements pris par les pays à la Conférence des Parties (COP-7) de la Convention sur la Diversité biologique, et pour l'année 2010, développer un réseau national efficace du point de vue environnemental des zones marines protégées.

Parmi les développements positifs et les activités entreprises dans le cadre de CaMPAM, on peut mentionner :

Activités	Résultats
a) Le réseau forum CaMPAM renouvelé, a tenu sa première réunion lors de la 57 <sup>th</sup> Réunion de GCFI à St. Petersburg Floride, au mois de novembre 2004. Environmental Defense, NOAA et TNC ont contribué financièrement à la tenue de cet atelier et aux fonds de départ fournis par SIDA et le PEC-PNUE.	• Quarante-six scientifiques, pêcheurs et responsables de MPA, provenant de treize pays et territoires de la Région des Caraïbes, ont été présents.
b) Développement du nouveau réseau et forum CaMPAM et son plan de travail pour 2005	• Un Comité directeur a été créé, composé de treize experts régionaux ; un Plan stratégique quinquennal a été élaboré pour la période 2004-2008.
c) Dans un schéma de micro financement, un mécanisme pour les pêches durables et les ressources alternatives pour les pêcheurs a été créé avec des fonds provenant de SIDA.	• Seize propositions ont été reçues dont cinq ont été sélectionnées, en se basant sur les critères élaborés à ce propos. Les propositions approuvées couvrent la mariculture à petite échelle, le renforcement du suivi des pêches et la collecte de données pour la co-gestion des MPA, le renforcement des coopératives de pêcheurs et l'échange d'engins de pêche.

d) Mise à jour de la base de données des MPA des Caraïbes avec des fonds de SIDA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nouveau projet de base de données de MPA a été élaboré et présenté, en tant que prototype à la STAC3, pour obtenir des apports.</li> </ul>
e) Discussions avec les représentants du Centre de MPA et du Programme sur les sanctuaires de NOAA pour développer un partenariat productif sur les efforts de base de données de MPA.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une proposition de projet sera élaborée en vue de la recherche de financement pour appuyer cette initiative.</li> </ul>
f) Un atelier de formation sur l'utilisation des critères de suivi socioéconomique pour les responsables des zones côtières des Caraïbes "Socioeconomic Monitoring Guidelines for Coastal Managers in the Caribbean: SocMon Caribbean", a eu lieu (du 9 au 13 mai 2005, à la Soufrière, Sainte Lucie) pour les responsables des MPA de la région des Caraïbes, financé conjointement par U.S. NOAA et le PEC-PNUE.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 18 participants y ont assisté, représentant les MPA de Ste.Lucie, Mexique, Anguilla, Jamaïque, Grenade, Antigua et Trinité et Tobago.</li> <li>• Des activités de suivi locales dans leurs MPA respectifs, où les participants formés devront mener le suivi socioéconomique, comme complément à leur programmes actuels de suivi.</li> </ul>
g) CaMPAM a été représenté lors d'une réunion de consultation d'experts coordonnée par NOAA pour créer un comité consultatif, en vue de mettre au point une formation et un programme de certification international en MPA (voir aussi point I,4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le programme de formation de formateurs aux MPA du SPAW/CaMPAM (voir III ci-après) a été identifié comme un modèle pour d'autres régions en Amérique latine (par exemple, dans l'océan Pacifique tropical oriental), et les Caraïbes ont été sélectionnées comme site prioritaire pour ce programme.</li> </ul>
h) Le secrétariat organise actuellement, avec GCFI et TNC, la prochaine session de MPA, lors de la prochaine réunion du GCFI, pour se focaliser sur les questions d'application des MPA (avec le financement de SIDA). CaMPAM coordonne également avec TNC un atelier pour son personnel et les partenaires, liés aux parcs et périls marins, lequel devrait avoir lieu à San Andres, Colombie, au mois de novembre 2005.	
i) CaMPAM a été représenté au Congrès latino-américain à Viña del Mar, Chili, et un document a été présenté sur l'application potentielle du modèle de réseau forum CaMPAM dans le couloir marin de l'océan Pacifique tropical oriental et autres initiatives sous-régionales sur les MPA.	

10. Outre les initiatives déjà mentionnées, le secrétariat a aussi coordonné avec d'autres initiatives et institutions impliquées dans la création de capacités des MPA régionales, telles que: U.S. National Fish and Wildlife Conservation Foundation et le Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

#### 11. *Promotion des lignes directrices pour la gestion des zones protégées*

Le Secrétariat a coordonné avec le CAR/SPAW la mise au point de critères et de lignes directrices pour la sélection des aires protégées qui doivent être incluses dans les listes du Protocole SPAW, conduisant à l'élaboration d'une première liste d'aires protégées sous SPAW pour initier un réseau régional et la coopération entre les zones. Les lignes directrices ont été mises au point par un groupe d'experts, sous format électronique, représentant les gouvernements, les ONG et autres organisations comme la CDB et le CAR/SPAW fortement parrainé pour convoquer à l'atelier de travail à Gosier, Guadeloupe, du 19 au 23 avril 2004, où les experts ont assisté en représentation des parties et autres gouvernements et organisations. Les résultats de l'atelier ont été présentés à la COP 3, qui a été d'accord pour que le groupe de travail, sous format électronique, continue à travailler en vue de la présentation des lignes directrices à la STAC 3. Dans ce contexte, le projet final des lignes directrices pour sa mise au point définitive sera présenté à la STAC 3 et ensuite à la COP 4 pour adoption.

#### **CASE 1 – CaMPAM**

#### **Micro-financement pour la promotion des pratiques de pêche durable et des ressources alternatives pour les pêcheurs**

Les objectifs de ce programme sont, entre autres, les suivants :

- L'application des résultats de projets précédents au niveau pilote ou commercial, dans la localité ;
- Des projets qui permettent l'accroissement ou le maintien des productions halieutiques ou les revenus économiques des pêcheries, conduisant à la régulation ou à la réduction des efforts de pêche pour promouvoir la reconstitution des populations de la pêche ;
- Une description des pratiques de pêche qui serve de base pour le zonage des MPA et à l'élaboration ou l'application des régulations de pêche ;
- L'application d'alternatives économiques pour les pêcheurs (déplacés par les restrictions de zonage) ;
- Des procès de consultation avec les communautés pour identifier et promouvoir des ressources alternatives durables pour les pêcheurs ;
- Sensibilisation des communautés locales, des utilisateurs des ressources et autres parties prenantes, sur la nécessité de gérer de manière durable les ressources halieutiques ;
- Soutien des coopératives de pêche ;
- Test ou application d'une approche communautaire concernant la gestion des pêcheries (droits de pêche exclusifs, concessions de zones de pêche, etc.) ;
- Échange d'expériences et de meilleures pratiques entre les pêcheurs des différents pays ;
- Formation des pêcheurs ou d'autres parties prenantes sur les alternatives économiques ou les pratiques de pêche durables.

### III. Formation à la gestion des zones protégées et de la vie sauvage

12. *Programme de formation de formateurs (ToT) à la gestion de MPA* : Le PEC-PNUE a été récompensé avec une donation de 200,000 US\$ sur trois ans de la part de la Fondation MacArthur pour la “Protection des écosystèmes menacés dans la Région des Caraïbes insulaires, à travers le renforcement des capacités des responsables et des planificateurs de MPA”, qui continuera la formation financée initialement à travers le Réseau international d’action en faveur des récifs coralliens - (ICRAN) et pour augmenter le nombre de responsables des zones marines protégées formés, dans la région des Caraïbes, sous le Programme de formation de formateurs (ToT). (voir Case 2 ci-après)
13. À ce jour, quatre cours régionaux ont été organisés (du 2 au 13 novembre 1999, Saba, Antilles Néerlandaises; du 1 au 13 mai 2000, Bayahibe, République Dominicaine ; Soufrière, Sainte Lucie, du 27 octobre au 10 novembre 2002 ; et du 27 janvier au 10 février 2004, Long Key, Florida Keys, Floride, U.S.A) et sous la nouvelle subvention, deux cours supplémentaires seront organisés en 2005 et 2007 respectivement, avec une formation de suivi locale conduite par les participants après chaque cours régional.
14. Suite au dernier cours régional qui a eu lieu au mois de février 2004, trois cours de suivi ont été mis en oeuvre l’année dernière (2004) à Cuba, en Colombie et en République Dominicaine, et plusieurs autres ont été conçus (deux au Mexique, au Costa Rica, au Honduras, à Belize, en Colombie, etc.) et seront mis en oeuvre d’ici la fin de l’année (2005). Deux d’entre eux (à Cuba et en Colombie) sont focalisés localement et ont privilégié des initiatives et des projets liés à la création de réseaux de MPA nationaux. Le cours de suivi en Colombie a été la première activité de formation dans le pays à cibler exclusivement les questions de MPA et il a été organisé par l’Institut National des Sciences Marines (INVEMAR).
15. Ceci démontre l’énorme effet multiplicateur des cours régionaux et le gros impact de tout le programme de formation de formateurs des MPA, en faisant progresser la capacité marine des MPA dans la région. Cependant, les récentes réalisations au niveau de la science et des pratiques, liées aux MPA, obligent à une modernisation du programme et à la mise à jour du Manuel, lesquelles seront entreprises pendant une période de neuf mois, grâce au financement de la Fondation MacArthur et The Nature Conservancy. Le Manuel sera enrichi par des nouvelles informations sur des questions comme la capacité de la charge touristique, la planification commerciale, les outils de collecte de fonds, l’application, la pêche illégale transfrontalière, les opérations quotidiennes, les mesures d’efficacité, les politiques régionales et internationales, la création de réseaux nationaux effectifs et les couloirs biologiques transfrontaliers, le partage et l’utilisation des informations sur la résilience des récifs coralliens et la connectivité biologique dans la conception des MPA, etc. Cette révision devrait être terminée en automne de cette année, avant la mise en oeuvre du prochain cours régional, lequel est programmé du 27 novembre au 10 décembre 2005 à Long Key, Florida, U.S.A.



16. Les cours de formation pour formateurs programmés seront fournis de la manière suivante :
- **Contenu** – les cours seront donnés en espagnol ou en anglais, respectivement, avec les participants des MPA des pays des Caraïbes sélectionnés à travers les procédures d'application. La plupart des participants seront des responsables de MPA, mais le personnel technique, par exemple des services des parcs nationaux et des agences des pêcheries directement responsables de la gestion des MPA, peut aussi y participer. Le cours inclura des conférences, des exercices interactifs et des voyages de terrain, suivant un manuel de formation de 8 modules élaboré par le Programme pour l'Environnement des Caraïbes du PNUE (<http://www.cep.unep.org/issues/MPA/mpa.htm>). Il a été mis en oeuvre avec succès jusqu'à maintenant, avec quatre cours régionaux depuis 1999.
  - **Syllabus** – Il couvre tous les aspects de la gestion des MPA, notamment les thèmes suivants qui ont été incorporés à l'intérieur des modules spécifiques : nature des environnements marins et côtiers ; utilisations et menaces à l'environnement marin ; vue d'ensemble des zones marines protégées ; planning de participation ; planning d'une zone marine protégée ; gestion d'une zone marine protégée (elle comprend des éléments de gestion et des plans financiers) ; recherche et suivi ; et communication et habilités de formation. Ce dernier thème permettra aux personnes formées de choisir les méthodes d'enseignement appropriées pour faire passer les concepts et pour fournir des activités de démonstration dans leurs domaines respectifs.
17. Les activités de suivi et de formation locale envisagées sont : Conformément aux engagements pris par écrit par les participants avant le cours, chacun est prié de développer des propositions de projets pour des activités locales de formation et de suivi, lesquelles seraient entreprises dans leurs pays par les participants formés, en multipliant ainsi l'effort de formation. Les projets de ces propositions seront initiés et discutés pendant les cours, afin que les participants puissent bénéficier de l'expertise et être guidés par les instructeurs et le coordinateur du cours. Comme un encouragement, les cours locaux recevront une aide financière en tant que partie du Programme ToT.
18. En 2006, une évaluation du Programme ToT sera menée afin d'évaluer son impact et il sera probablement actualisé en fonction des besoins actuels de la région, identifiés par cette évaluation (voir Projet de Plan de travail et Budget de SPAW pour l'exercice 2006-2007 au UNEP(DEC)CAR WG. 29/5).

**CASE 2– Programme de formation de formateurs (ToT) à la gestion des MPA**

**Protection des écosystèmes menacés dans la région des Caraïbes insulaires  
à travers le renforcement de capacités des responsables et des planificateurs des MPA –  
Subvention de la Fondation MacArthur**

Les principales activités sont :

- 1) Conception, organisation et tenue de 2 cours de formation de formateurs, l'un en espagnol et l'autre en anglais, avec un nombre d'environ 15 responsables de MPA par cours.
- 2) Recueil des différents matériels d'information (imprimés, numérisés et vidéos) que les participants pourront emporter chez eux.
- 3) Supervision, aide et conseil sur les activités de suivi et de formation locale, qui sont menées par les participants des cours dans leurs pays respectifs.
- 4) Évaluation du programme ToT après le premier cours et modification du programme et/ou du cursus, si cela est opportun, afin que cela se reflète dans les prochains cours. Les résultats de l'évaluation seront partagés avec d'autres régions pour permettre le transfert d'expériences.
- 5) La diffusion du Manuel révisé, tant en anglais comme en espagnol, à travers Internet et sous format CD, dans toute la région et ailleurs.
- 6) La coordination avec des activités similaires comme celles qui ont été développées par le programme de renforcement de capacités des Sites de Patrimoine mondial, en Amérique Latine et dans la région des Caraïbes.

**IV. Conservation des espèces menacées et en danger de disparition et promotion des lignes directrices régionales de gestion de la vie sauvage**

19. Conformément au plan de travail approuvé pour l'exercice 2004-2005, l'information compilée par le CAR/SPAW avec les ONG pertinentes et les partenaires, concernant des lignes directrices pour prévenir que les espèces ne deviennent menacées ou en danger de disparition, a été révisée. Le CAR/SPAW a élaboré une proposition préliminaire de lignes directrices, laquelle a été présentée à Monitor Caribbean et Island Resources Foundation, en tant que ONG principale dans le processus. Ces organisations et CAR/SPAW ont convenu d'une ligne de conduite pour établir un groupe de travail qui élaborera les lignes directrices, pendant l'exercice biennal 2006-2007 (voir rapport du CAR/SPAW au document UNEP(DEC)CAR WG.29/INF.4).
20. Lors de la Troisième Réunion de la COP, les parties ont adopté les critères mis à jour, concernant l'inclusion des espèces dans les listes du Protocole SPAW, lesquels ont été révisés dans le contexte des récents développements dans le domaine de la conservation de la biodiversité, par les experts des agences gouvernementales et les ONG. Les critères pour

l'inclusion des espèces sont un élément clé dans la mise en oeuvre du protocole. Ils identifient, en premier lieu, les espèces qui requièrent d'une protection ou d'une coopération régionale, au niveau de leur gestion, étant donné qu'elles sont menacées ou en danger de disparition. Par ailleurs, ils aident à inclure dans la liste, ces autres espèces importantes de la région, qui ont besoin d'attention afin de prévenir qu'elles n'atteignent un état critique.

21. La communication et la coordination ont été poursuivies avec la FAO/WECAFC, concernant les actions résultant de la révision régionale de la gestion des pêcheries dans les Caraïbes, et en particulier celles liées à la gestion des pêches de la langouste et des conches. Le secrétariat participera à la prochaine 12<sup>ème</sup> Session du WECAFC et Neuvième Session du Comité des pêches des Petites Antilles (Port of Spain, Trinidad & Tobago, du 25 au 28 octobre 2005), et contribuera au document sur les réserves de pêche des MPA dans la région des Caraïbes.
22. La communication sera poursuivie avec BirdLife International sur la mise en oeuvre du projet régional du FEM du PNUE sur les zones d'oiseaux importantes (IBA) de la Caraïbe. Les IBA sont identifiées en utilisant des critères standard, incluant de nombreuses espèces qui sont sur les listes dans les Annexes II et III du Protocole SPAW. Le Programme régional SPAW vise à appuyer ces efforts en cours, avec l'implication d'autres pays de la région (voir Projet de plan de travail et Budget de SPAW pour l'exercice biennal 2006-2007 au UNEP(DEC)CAR WG. 29/5).
23. Le secrétariat a appuyé la mise au point de lignes directrices de planification participative en collaboration avec CANARI. Les lignes directrices ont été produites en anglais et en espagnol et sont diffusés largement dans la région.

Les développements positifs et les activités entreprises sous ce sous-programme sont, entre autres, les suivants :

Activités	Résultats
a) Sélection et mise en oeuvre des actions prioritaires dans les plans nationaux de récupération des tortues de mer, initialement à Ste. Lucie, St. Vincent et les Grenadines, avec l'appui de l'initiative pour les Océans, l'environnement (DoS/OIE) et les sciences (OESI) du Département d'Etat des USA, à travers des fonds accordés en 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet a été retardé suite à une arrivée tardive des fonds et n'a commencé qu'au mois d'août 2005</li> </ul>

<p>b) Préparation de deux plans supplémentaires de récupération des tortues de mer au Costa Rica et à Grenade, de même que la finalisation du projet de plan de récupération des tortues de mer de Panama, avec WIDECAST et l'appui de U.S. DoS/OIE-OESI</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet a été retardé suite à une arrivée tardive des fonds et n'a commencé qu'au mois d'août 2005</li> </ul>
<p>c) Négociations et développement du Plan d'Action régional pour la conservation des mammifères marins, par la tenue d'un atelier d'experts régional, avec l'appui du Fonds International pour la défense des animaux (IFAW) et les gouvernements des États-Unis et de la France.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'atelier a été convoqué (Barbade, du 18 au 21 juillet 2005), le projet de PAMM a été révisé et a avancé considérablement. Le projet de PAMM est présenté à la STAC3 pour discussion et action future (UNEP(DEC)CAR WG.27/2.Rev.3).</li> <li>• Toutes les parties à SPAW ont nommé des experts à y participer et 18 organisations régionales et internationales ont été représentées.</li> </ul>
<p>d) Collaboration avec les partenaires pertinents sur l'évaluation et le contrôle des espèces exotiques envahissantes dans la région, à travers le consortium régional constitué d'organisations intéressées (par exemple, CI, TNC, BirdLife International), comprenant une proposition pour une mise en oeuvre régionale du projet sur les eaux de ballast de l'OMI/PNUE dans la Région des Caraïbes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suite à la proposition sur une mise en oeuvre régionale du projet sur les eaux de ballast de l'OMI/PNUE et l'élaboration d'une base de données des espèces envahissantes, de même qu'un dossier sur le contrôle des espèces envahissantes.</li> </ul>

## V. Conservation et utilisation durable des principaux écosystèmes dans la région des Caraïbes

24. Les activités se sont focalisées premièrement sur la mise en oeuvre de l'Initiative internationale en faveur des récifs coralliens (ICRI), y compris des activités dans le cadre du Réseau international d'action en faveur des récifs coralliens (ICRAN) dont l'UCR/CAR-PNUE est le responsable de coordination dans la région des Caraïbes. Les principales activités ont été les suivantes :
25. *Projet MAR ICRAN USAID/UNF* : Le projet concernant le récif mésoaméricain de l'ICRAN de \$3 millions a démarré avec les activités sur le terrain, mises en oeuvre par les principaux partenaires, comme CORAL, UNEP-DTIE, WRI, WWF et ReefCheck, en étroite collaboration avec les initiatives régionales pertinentes, comme le projet Mesoamerican Barrier Reef System Project (MBRS) de la Banque Mondiale/FEM/CCAD. Le coordinateur du projet est basé à Belize, dans les installations du MBRS, par un MOU qui a été élaboré avec ce projet. Les comités directeur et technique du projet ont été établis

et se sont réunis une fois en 2004 et en 2005. Le projet a atteint un haut niveau de reconnaissance dans la région et un progrès substantiel a été accompli ces six derniers mois de mise en oeuvre, dans les trois principales composantes :

- i) Une meilleure gestion des bassins versants.** Tous les principaux bassins versants des pays participants (Belize, Guatemala, Honduras et Mexique) ont été énoncés, les collections des principales données et images ont été acquises pour élaborer les tendances d'utilisation des terres ainsi que les liens avec les modèles hydrologiques et océanographiques. Les niveaux environnementaux et d'utilisation des principaux produits agrochimiques ont été évalués et des alliances sont en cours avec les principales compagnies privées Dole, Chiquita et CropLife, pour la mise en oeuvre de meilleures pratiques de gestion.
- ii) Un tourisme durable.** Les principaux groupes de parties prenantes ont été identifiés et un manuel des meilleures pratiques pour le secteur des loisirs marins, de même que des lignes directrices pour le tourisme, ont été élaborés et publiés récemment en anglais et en espagnol. Ces matériels seront utilisés et diffusés lors des ateliers de formation programmés dans tous les pays, dans les mois à venir.
- iii) Une pêche durable.** Une assistance a été apportée aux organisations de pêcheurs dans les pays participants, afin de former une Alliance, générer des accords sur la gestion des ressources partagées et harmoniser les pratiques de pêche durables. Un travail de terrain a été conduit pour revoir l'état des pêches commerciales et les pratiques, en vue de l'élaboration d'un futur manuel sur les meilleures pratiques de gestion. Une formation a été fournie aux pêcheurs sur les "guides de l'écotourisme", la gestion des affaires et sur ReefCheck.

26. Étant donné que les fonds pour les Caraïbes, concernant la phase d'action, provenant de l'ICRAN ont été terminés en 2004, l'UCR/CAR-PNUE a continué à financer et à coordonner les activités y reliées :

**Reefs @ Risk aux Caraïbes.** L'Institut pour les ressources mondiales (WRI) a lancé la version en anglais du rapport *Reefs at Risk in the Caribbean* au mois de Septembre 2004, lors de la Troisième Réunion des Parties contractantes au Protocole SPAW et la Onzième Réunion Intergouvernementale sur le Plan d'Action du Programme pour l'environnement des Caraïbes, et la Huitième Réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes. Élaborée en collaboration avec plus de vingt organisations partenaires, l'analyse utilise le modèle GIS pour dessiner la pression humaine sur les récifs coralliens et contient d'importantes informations sur la valeur socioéconomique des récifs coralliens dans les Caraïbes. Le rapport imprimé, en anglais et en espagnol, contenant un CD avec des données sur plus de trente ensembles de données régionales standardisées, a été largement diffusé au sein des gouvernements et des organisations dans la région des Caraïbes ; il est aussi disponible à la Réunion du STAC3. Le rapport devrait assister et aider à guider les gouvernements et les institutions de la région dans leur processus de prise des décisions sur le développement marin et côtier.

**Nodes sous-régionaux GCRMN :**

- i) ***Le node régional de l'Amérique tropicale du sud (ATS)***. INVEMAR, en Colombie, continue de servir activement en tant que coordinateur de ce node, et en 2004, un appui supplémentaire a été apporté pour continuer le suivi pendant encore une année en Colombie, au Costa Rica, au Panama et au Venezuela (le Brésil participe avec un financement séparé). Le coordinateur a présenté un bref résumé en 2004 pour le rapport de l'état du GCRMN et, plus récemment, pour la réunion du CPC de l'ICRI. Les pays participants ont continué à travailler sur leur plan stratégique, pour les cinq prochaines années, lequel est développé pour permettre le fonctionnement du node de l'ATS qui est très réussi, et ils sont actuellement à la recherche de donateurs potentiels.
- ii) ***Le node des Caraïbes orientales du GCRMN***. Un MOU a été développé avec l'Unité de Gestion des zones côtières à la Barbade pour apporter encore assistance au node des Caraïbes orientales du GCRMN, en utilisant la méthodologie ReefCheck. Des fonds ont été déboursés au mois de décembre 2003 et des activités de surveillance ont été menées en 2004. Un rapport final sur les activités a été présenté récemment à l' UCR/CAR-PNUE et à ReefCheck.
- iii) ***Netherlands Antilles Coral Reef Initiative (NACRI)***. Un MOU a été développé avec NACRI pour appuyer les efforts de surveillance (monitoring) dans les pays de Saba, Saint Martin, Saint Eustache, Bonaire et Curaçao. Dans le cadre de ce MOU, une initiative conjointe a été créée avec le Venezuela pour le suivi des récifs des Islas de las Aves.
- iv) ***Atlantic & Gulf Rapid Reef Assessment (AGRRA)***. Un MOU a été signé en 2004 avec Ocean Research and Education Foundation Inc. (ORE) qui facilite les activités d'AGRRA dans la région. L'UCR/CAR a appuyé une évaluation des récifs de l'Hispaniola (République Dominicaine et Haïti), de même que la création de capacités dans les pays. Un rapport final est attendu à la fin 2005.
- v) ***Le node de l'Atlantique et des Caraïbes du Nord (NCA)***. L'appui à ce node a été fourni jusqu'au début 2004, mais aucun financement supplémentaire n'a été disponible pour continuer à appuyer le travail de ce node, coordonné depuis le Centre des sciences marines de l'University of the West Indies.

**ICRAN – Sites de démonstration.** Les activités dans les quatre sites ont été, pour la plupart, complétées avec succès, et la FNU est actuellement en train d'évaluer les impacts de l'ICRAN dans plusieurs de ces sites, notamment la *Sian Ka'an Biosphere Reserve (SKBR)* et *Hol Chan Marine Reserve (HCMR)*. Les activités dans la *Soufriere Marine Management Area (SMMA)* et au *Bonaire National Marine Park (BNMP)* ont amélioré la capacité de gestion des sites, en abordant des besoins critiques. Ces sites sont actuellement utilisés pour la conduite d'une formation régionale, des visites et des échanges.

- 27. Le BNMP évolue vers une structure de parc marin comprenant le droit de péage. Ceci permettra à cette MPA d'être autosuffisante ce qui est inusuel au niveau mondial. Le WWF

et le gouvernement des Antilles néerlandaises ont célébré ce succès, le 9 juin, aux Pays Bas, avec la participation de l'CRAN et du PNUE.

28. STINAPA Bonaire a demandé que les fonds restants, dans le cadre de leur MOU, soit utilisé pour établir des zones de protection des pêches (FPA). Les principaux résultats seraient des réunions des parties prenantes au niveau communautaire pour discuter sur l'établissement de sanctuaires marins/FPA ('No Take' Marine Reserves (NTMR), l'échange sur site de personnel et des pêcheurs, entre BNMP et SMMA, évaluations de poissons et une compilation des données sur la régénération des coraux et des récifs, de même qu'un rapport sur les changements qui sont nécessaires dans la législation pour procéder aux fermetures légales des FPA.
29. Comme résultat de la phase d'action de l'ICRAN dans les Caraïbes, une compilation des meilleures pratiques et des enseignements appris sera documentée par l'UCR/CAR-PNUE, pendant l'année 2006, en vue d'une large diffusion et pour le suivi.

### **CASE 3 – Principaux résultats de l'ICRAN**

#### *Phase d'Action de l'ICRAN*

- Réseau des sites de démonstration de gestion des MPA dans les Caraïbes ;
- 52 responsables et praticiens de MPA formés dans quatre cours régionaux (responsables de MPA) avec des habilités de formation et de communication pour transmettre les connaissances sur la planification et la gestion des MPA, la recherche et le suivi, et les utilisations et les menaces sur le milieu marin (voir Activité III ci-dessus) ;
- Environ 350 collaborateurs des MPA formés par les formateurs ;
- Assistance technique aux sites de démonstration ;
- Données et information sur l'état, la condition et les menaces des récifs coralliens (chapitres sur les Caraïbes dans les 2 rapports mondiaux de GCRMN : État des récifs coralliens dans le monde 2002 et 2004) ;
- Suivi et évaluation des récifs coralliens (nodes GCRMN) ;
- Études sur la valeur des récifs coralliens et analyses des politiques (coordonné par le Fish World Center);
- Atelier de formation socioéconomique (voir Activité II ci-dessus) ;
- Rapport imprimé en couleurs *Reefs at Risk in the Caribbean* publié en anglais et en espagnol ;
- CD de données comprenant les feuillets de données GIS sur les localisations des récifs coralliens, la population, les ports, les aéroports, la bathymétrie, élévation, pente, couverture terrestre, implantation des bassins, et menaces estimées aux récifs coralliens et résumés nationaux sur l'état des récifs.

**Projet MAR ICRAN USAID/UNF**

- Les principaux bassins versants de Belize, Guatemala, Honduras et Mexico ont été énoncés et les principaux ensembles de données et images ont été acquis.
- Un Manuel des meilleures pratiques pour le secteur des loisirs marins, publié en anglais et en espagnol, de même que des lignes directrices pour le tourisme.
- Travail sur le terrain conduit pour réviser l'état des pêches commerciales et les pratiques.

30. **Les autres initiatives régionales** en cours, et de relevance pour le Programme de SPAW sont :

- a) *Projet Volet B FEM – Gestion durable des ressources marines vivantes partagées du vaste écosystème marin de la région des Caraïbes (LME) et des régions adjacentes*, coordonnée par IOCARIBE et le PNUD ;
- b) Le projet du FEM du PNUE, Intégration de la gestion des bassins versants et des zones côtières dans les petits états insulaires en développement *Integrating Watershed and Coastal Area Management (IWCAM) in the Small Island Development States (SIDS) of the Caribbean*, d'un montant de 22 Millions \$US. Il est mis en oeuvre par le biais du Programme du PEC Évaluation et Gestion de la Pollution Environnementale (AMEP) et l'Institut de Santé Environnementale des Caraïbes (CEHI). Les treize petits pays insulaires en développement SIDS participants sont : Antigua et Barbuda ; les Bahamas ; Barbade ; Cuba ; Grenade ; Dominica ; République Dominicaine ; Haïti ; Jamaïque ; Saint Kits et Nevis ; Sainte Lucie ; Saint Vincent et les Grenadines ; Trinité et Tobago. La durée du projet est de 5 ans et il devrait commencer au troisième trimestre 2005 ;
- c) Le secrétariat continue de faire partie du jury régional des Caraïbes du Drapeau Bleu et a participé à la réunion annuelle d'évaluation qui a eu lieu, le 29 juillet 2005, à Bridgetown, Barbade. La coordination continue aussi avec CAST, CTO et ACS sur les questions de tourisme durable ;
- d) Le Programme de gestion des eaux de ballast de l'IMO-FEM-PNUD (GloBallast), a commencé une nouvelle phase, après la première phase réussie d'exécution de ce projet de cinq ans de US\$10.2 million par l'OMI. Le but de GloBallast est d'assister les pays en développement dans la mise en oeuvre de mesures pour réduire le transfert d'organismes aquatiques nocifs et les pathogènes se trouvant dans les eaux de ballast des navires. La phase préparatoire du nouveau projet GloBallast Partnerships, a commencé le 1 avril 2005, avec le financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ce projet préparatoire sera exécuté par l'OMI, sur une période de 18 mois, et devrait fournir le travail préparatoire du projet à l'échelle entière de GloBallast Partnerships (titre complet : Building Partnerships to Assist Developing Countries to Reduce the Transfer of Harmful Aquatic Organisms in Ships' Ballast Water), et devenir opérationnel en 2006/2007. L'objectif principal de tout le projet est d'aider les pays particulièrement vulnérables et/ou les régions, à promulguer des réformes légales et politiques pour minimiser les impacts défavorables des espèces aquatiques envahissantes, transférées par les navires. Le secrétariat réalise des activités de gestion



des espèces marines envahissantes, pendant l'exercice biennal 2006-2007 (UNEP(DEC)CAR WG.29/5).

31. Outre ce qui précède, le secrétariat a continué à collaborer sur les questions pertinentes à SPAW avec les secrétariats des conventions mondiales, avec lesquelles le PEC-PNUE a conclu des Mémoires d'entente, notamment la CDB (et SBSTTA) et Ramsar. Le secrétariat explore également la signature d'un Mémoire de Coopération (MOC) avec la Convention sur les espèces migratrices et la Protection de la faune sauvage (CMS).



**ANNEXE I****Institutions partenaires de SPAW pendant la période biennale 2004-2005**

Association of Caribbean States (ACS)

Bonaire National Marine Park (BNMP)

Buccoo Reef Marine Park (BRMP)

Caribbean Conservation Association (CCA)

Caribbean Coastal and Marine Productivity (CARICOMP)

Caribbean Environmental Health Institute (CEHI)

Caribbean Hotel Association/Caribbean Action for Sustainable Tourism (CHA/CAST)

Caribbean Natural Resources Institute (CANARI)

Caribbean Tourism Organization (CTO)

Central American Commission for Environment and Development (CCAD)

Centro Nacional de Areas Protegidas (CNAP) de Cuba

Comisión Nacional de Areas Naturales Protegidas de Mexico (CONANP)

Corporation for the Sustainable Development of the Archipelago of San Andres, Old Providence/Santa Catalina (CORALINA)

Coastal Zone Management Unit (CZMU), Barbados

Eastern Caribbean Coalition for Environmental Awareness (ECCEA)

Hol Chan Marine Reserve (HCMR)

International Coral Reef Action Network (ICRAN)

Institute of Marine Affairs (IMA) of Trinidad and Tobago

International Fund for Animal Welfare (IFAW)

Instituto de Investigaciones Marinas y Costeras (INVEMAR) of Colombia

Island Resources Foundation (IRF)

Jamaica Coral Reef Monitoring Network (JCRMN)

Monitor International (MI)

National Environmental & Planning Agency of Jamaica (NEPA)

U.S. National Oceanic & Atmospheric Administration (NOAA)

Negril Coral Reef Protection Society (NCRPS)

Organization of Eastern Caribbean States-Environment & Sustainable Development Unit (OECS-ESDU)

Secretariat to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES)

Sian Ka'an Biosphere Reserve (SKBR)

Soufriere Marine Management Area (SMMA)

St. Eustatius Marine Park

The Nature Conservancy (TNC)

The Third Millennium Foundation

The World Bank (WB)

The World Conservation Union (IUCN)

UNEP Global Programme of Action for the Protection of the Marine Environment from Land-based Activities (UNEP-GPA)

UNEP World Conservation and Monitoring Centre (UNEP-WCMC)

US Fish & Wildlife Foundation (USFWF)

Wider Caribbean Sea Turtle Conservation Network (WIDECAST)

World Commission on Protected Areas (WCPA)

## **Annexe II**

### **Budget**

(sous couvert séparé, comme un fichier excel)